



Journée d'action du mardi 17 mai

Nouvel et important élan de mobilisation

Plus de 220 000 manifestants recensés ce jour aux quatre coins du pays : c'est 2 fois plus que le 12 mai et ce alors que les modes d'actions diversifiés se multiplient.

La CGT tient à saluer le sérieux avec lequel les services d'ordre des Organisations Syndicales ont assuré la sécurité des manifestants alors même que cela relève du rôle de l'état.

La puissante mobilisation des chauffeurs routiers démarrée hier et reconduite dès ce soir par les assemblées générales a conduit à de nombreux blocages et rassemblements dans différentes régions (Nord pas de Calais, Normandie, Bretagne, Pays de Loire, Aquitaine, ...)

Le secteur du raffinage et de la pétrochimie entre dans la danse et déjà les raffineries de Donges (44), la Mède (13) sont à l'arrêt et où bloquées.

L'ensemble des ports Français étaient à l'arrêt ce jour à l'appel des dockers, des salariés portuaires et des marins du remorquage.

Le mouvement social continu ce soir à la SNCF avec un appel à la grève de 48 heures, il s'annonce d'ores et déjà très puissant. Les salariés des sociétés d'autoroutes, de secteurs entiers de l'industrie à l'instar des groupes verriers, Vérralia, Owens Illinois, St Gobain (...) sont fortement mobilisés. Dans de nombreux réseaux de transports urbains, dans l'aérien, de multiples initiatives ont été organisées, se poursuivent et s'amplifient.

Tous les indicateurs démontrent la vitalité des mobilisations et annoncent une montée en puissance dans les heures à venir et particulièrement le jeudi 19 mai. L'opinion publique soutient ce mouvement social en continuant d'affirmer très majoritairement son opposition à ce projet de loi synonyme de reculs sans précédents.

Le président Hollande et son premier ministre doivent sortir de postures purement politiciennes et carriéristes et écouter, ENFIN, la colère et le refus qui s'expriment.

La mobilisation loin de faiblir va se poursuivre et s'amplifier jusqu'au retrait du projet de loi travail et l'ouverture de véritables négociations pour l'obtention de droits nouveaux pour tous les salariés.

Montreuil, le 17 mai 2016.